

Berne et Hauteville, 1er septembre 1990

Chère consoeur, cher confrère,

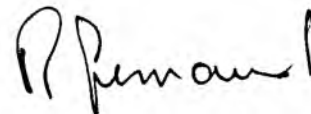
La gravité de l'enjeu du 23 septembre vaut bien un effort particulier d'information. Je vous livre dans ce but une nouvelle série d'articles.

Le conseiller national Jean-Nicolas Philipona incite à voir la réalité en face et à refuser la politique de l'autruche.

Alors que le monde entier s'intéresse aux développements du nucléaire, pourquoi la Suisse devrait-elle faire machine arrière ? C'est notre confrère Paul-Emile Dentan qui pose la question. Pour sa part, Roger Delapierre s'interroge sur la menace de restrictions d'électricité. Quant à René Vernaz, il dit tout simplement non à une politique de gribouille.

J'espère que cet envoi aidera d'une manière ou d'une autre à faire grimper le taux de participation aux urnes, et je vous présente, chère consoeur, cher confrère, mes cordiaux messages.

Raymond Gremaud



Annexes: 1 article du conseiller national Jean-Nicolas Philipona
1 article de Paul-Emile Dentan
1 article de Roger Delapierre
1 article de René Vernaz

INITIATIVES COURT-CIRCUIT

Les deux initiatives antinucléaires sur lesquelles le peuple suisse votera le 23 septembre prochain sont appelées à juste titre initiatives "court-circuit".

Chacun sait pourtant que l'électricité de nos propres centrales est plus sûre que celle qui est importée. D'une part, plus une source d'approvisionnement est éloignée, plus les risques sont grands. D'autre part, nos normes de sécurité sont très sévères et nous sommes en mesure de les adapter si nécessaire. Interdire de produire de l'énergie nucléaire en Suisse, pour en importer davantage des pays voisins est absurde.

Il y a actuellement dans le monde environ 440 centrales nucléaires en exploitation et quelques centaines en construction ou en projet. Notre pays va-t-il se pénaliser volontairement pour se mettre en état de grave pénurie, ou de dépendance excessive ? Il faut répondre NON, car les résultats négatifs seraient trop importants.

Nous avons tous déjà vécu des pannes de courant. Elles sont heureusement rares, mais pleines de complications. Et si les coupures devenaient journalières, par manque d'énergie électrique ? N'oublions pas qu'actuellement 40 % de l'électricité sont fournis par l'énergie nucléaire.

Tout le monde est convaincu, à juste titre, que la meilleure source d'énergie, ce sont les économies. Des efforts ont été faits. Il faut les poursuivre et les intensifier. Il faut pourtant bien constater que malgré les efforts réjouissants accomplis ces dernières années par l'industrie et par la population, la consommation ne cesse d'augmenter. Elle se chiffre entre 2 et 3 % chaque année. Cela, c'est la réalité!

Ne pas vouloir la regarder en face et choisir la politique de l'autruche, c'est illogique. En cas d'acceptation des initiatives, nous devons importer massivement, sans aucune garantie d'approvisionnement, de l'électricité d'origine nucléaire, que nous aurions renoncé à produire nous-mêmes avec les conditions de sécurité qui sont les nôtres.

Il faut rejeter les deux initiatives pour ne pas causer des "court-circuits" que personne n'apprécie.

Jean-Nicolas Philipona
conseiller national

Alors que le monde entier s'intéresse aux développements du nucléaire

POURQUOI LA SUISSE DEVRAIT-ELLE FAIRE MACHINE ARRIERE ?

Cent quarante-et-un pays - dont la Suisse - siègent en ce moment à Genève pour passer en revue le Traité de non-prolifération nucléaire. Entré en vigueur en 1970, ce traité instaure un avantage de fait pour les puissances nucléaires militaires en interdisant les transferts de technologies permettant la fabrication de bombes atomiques, tout en facilitant celui des techniques dites pacifiques pour la fabrication de l'électricité ou des applications scientifiques diverses. Ce fut le début de la mise en vigueur du système des contrôles effectués par les inspecteurs internationaux de l'Agence internationale pour l'Energie atomique (AEIA) - dont le siège est à Vienne. Soulignons d'emblée que l'URSS d'avant Tchernobyl avait refusé l'accès de son territoire aux contrôleurs venus d'Autriche.

Dans un discours très remarqué, le directeur de l'AEIA, le Suédois Hans Blix, professeur de physique, a souligné dans quel dilemme se trouvait le monde d'aujourd'hui au sujet de ses ressources énergétiques: la combustion de n'importe quel combustible fossile pollue l'atmosphère avec du CO₂ (oxyde de carbone) dont les gaz contribuent à créer "l'effet de serre" tant redouté. "La conservation et le recours aux énergies renouvelables seules sont insuffisantes pour répondre à ce formidable défi", releva-t-il; "le recours à l'énergie nucléaire n'est pas une panacée", poursuivit-il, mais "il est impossible de croire que cette option libre de CO₂ puisse être ignorée". Il continua en attirant l'attention des pays présents à Genève qu'il n'était pas sans importance que la Chine soit autorisée à augmenter son recours à l'énergie atomique, de même que l'Inde et le Pakistan - au lieu de doubler leur consommation de charbon.

Selon M. Blix, "les progrès technologiques sur la sécurité des réacteurs et l'entreposage des déchets radio-actifs sont prometteurs." Des réacteurs moins importants, moins chers, sont en train d'être mis au point. Il s'agit d'un progrès essentiel pour les pays en développement dont les besoins en énergie vont croissant. Aussi constate-t-il que la campagne de "l'atome pour la paix" n'a nullement perdu de son actualité, même après l'accident - évitable - de Tchernobyl. Les transferts de technologie nécessaires pour la construction de ces "petits" réacteurs à la sécurité passive sont possibles, sous le contrôle de l'AEIA. "Le développement du tiers monde en bénéficiera largement; l'environnement du globe en sera amélioré, convaincant même les plus sceptiques d'aujourd'hui."

Alors que le monde entier se penche sur un recours accru à l'électro-nucléaire, avec des techniques nouvelles, pourquoi faudrait-il que la Suisse se retire dans une tanière éclairée aux bougies, et refuse de participer à cet effort scientifique et technique mondial ? Le 23 septembre, le citoyen avisé ne se liera pas les mains aux projets d'abandon et il dira clairement non aux initiatives qu'on lui propose.

Paul-Emile Dentan

ELECTRICITE: DES RESTRICTIONS DEMAIN ?

Bon an, mal an, 59 % de l'énergie consommée en Suisse sert à produire de la chaleur, 38 % du travail mécanique, 3 % de la lumière et 1 % est utilisée pour des processus chimiques. Les ménages et les transports participent chacun pour près d'un tiers à la consommation, l'agriculture, l'artisanat et les entreprises de service pour un cinquième et l'industrie pour un peu moins.

Le pétrole continue à fournir près de 66 % de cette énergie; les usines hydro-électriques en produisent 13 %, le gaz naturel et les centrales nucléaires un peu moins de 8 % chacun, enfin, le charbon, le bois, l'incinération des déchets etc, près de 6 %.

Nous nous efforçons, avec peine en raison de l'augmentation de la consommation, de réduire la part excessive du pétrole qui est polluant et nous rend particulièrement dépendant de l'étranger; la "crise du Golfe" nous rappelle que les livraisons et les prix de l'or noir sont très sensibles à des événements politiques. Nous devons donc recourir le plus possible à d'autres sources énergétiques.

Le gaz naturel prend une place croissante dans notre approvisionnement. L'électricité devrait contribuer plus largement à la couverture de nos besoins, notamment au niveau du chauffage. Mais l'évolution de notre production de courant est bloquée. D'une part, le potentiel hydro-électrique est presque totalement exploité et les quelques extensions possibles, comme le projet d'Hydro-Rhône SA, se heurtent à de vives oppositions. D'autre part, les Forces Motrices Bernoises SA viennent de renoncer au projet de la centrale nucléaire de Graben, parce qu'après leur avoir accordé une autorisation-cadre, le Conseil fédéral a laissé ce dossier en souffrance pendant une dizaine d'années.

Cette lenteur du Gouvernement coûtera aux contribuables et consommateurs vraisemblablement au moins 300 millions de francs pour frais d'études, sans parler du manque à gagner de la Société. Nos autorités n'en sont pourtant pas seules responsables; elles étaient prises en tenaille par les pressions des opposants aux centrales nucléaires aussi bien que des demandeurs d'énergie supplémentaire.

Le succès des deux initiatives antinucléaires le 23 septembre devant les citoyens conduirait indubitablement notre approvisionnement énergétique dans une grave impasse. Il en résulterait irrémédiablement des restrictions pour nous tous, collectivement et individuellement. Souverain, le peuple prendra ses responsabilités.

Roger Delapierre

NON A UNE POLITIQUE DE GRIBOUILLE

Le fait de renoncer à l'énergie d'origine nucléaire ne met pas le peuple suisse à l'abri de retombées d'accidents qui pourraient se produire dans des centrales nucléaires à l'étranger.

C'est ce que semblent oublier les adversaires du nucléaire qui font actuellement campagne en faveur des deux initiatives soumises au peuple le 23 septembre. Leur argumentation est en effet basée pour l'essentiel sur les effets dévastateurs de la catastrophe de Tchernobyl.

"Arrêtons, disent-ils en substance, de construire des usines de production qui représentent un tel danger pour l'humanité."

Mais leur raisonnement s'arrête là et ils négligent de dire que l'abandon par la Suisse de toute production d'énergie nucléaire n'assure nullement notre sécurité et ne nous protège en tout cas pas des effets nocifs d'une catastrophe comme celle qui s'est produite le 26 avril 1986 en Ukraine.

Ce n'est en effet pas parce que les Suisses se prononcent pour l'abandon de l'énergie atomique que l'URSS - à la technologie problématique - en ferait autant.

Ce qui est évident en revanche, c'est que cette décision affaiblirait notre pays en bloquant son économie sans que la sécurité de ses habitants en soit garantie.

C'est de la politique irréfléchie; elle aurait pour notre pays des conséquences déplorables; les deux initiatives qui nous sont proposées ne sont pas une solution aux problèmes que nous devons résoudre.

La réaction du Conseil fédéral après le désastre de Tchernobyl est beaucoup plus logique et plus efficace. Dès que furent connues les causes exactes de la défaillance technique qui fut à l'origine de l'accident, notre exécutif a élaboré un catalogue d'une douzaine de mesures visant à renforcer la sécurité de nos centrales.

Et puis, il s'agirait d'user de l'influence dont nous disposons sur le plan international pour obtenir que tous les pays respectent ces normes avec la même rigueur.

René Vernaz